



ASTIPA

Association de Solidarité avec
Tous-te-s les Immigré-e-s et
les Peuples Autochtones

Guyane : Expulsions massive de ressortissant-e-s haïtien-ne-s ; l'ASTIPA dit NON !

Des opérations d'expulsions massives de ressortissant-e-s haïtien-ne-s semblent avoir été mises en place ces derniers jours. Des opérations qui interviennent dans un contexte de fermeture des bureaux d'asile, privant les migrant-e-s de leurs droits fondamentaux. Consécutivement à la fermeture, les autorités françaises de Guyane semblent avoir décidé de passer à la vitesse supérieure en procédant à des expulsions collectives et massives de ressortissant-e-s haïtien-ne-s.

Ainsi, dans la nuit de jeudi 14 à vendredi 15 septembre dernier, la préfecture de Guyane et la Police Aux Frontières ont mis en place un charter d'expulsé-e-s avec à son bord 15 ressortissant-e-s haïtien-ne-s. Ces reconduites massives ne sont pas sans rappeler les heures sombres de la politique du chiffre sous l'ère Sarkozy et les heures les plus sombres de notre histoire plus lointaine...

Dans le même temps, sous la pression de la France, le Surinam, Etat frontalier de la Guyane, a décidé de remettre en place un visa pour les haïtien-ne-s qui en étaient jusque là exempté-e-s compte tenu des accords de libre circulation ayant court en Amérique du Sud... Les autorités françaises demandent donc désormais au Surinam, par le biais de ce retour du visa, de réguler l'arrivée des migrant-e-s et par la même de garder les migrant-e-s qui tenteraient de gagner la Guyane ; faisant de cet Etat souverain le garde frontière de la Guyane Française.

Alors que dans quelques semaines, le Défenseur des droits se déplacera en Guyane, la France n'a de cesse de mettre en place des politiques racistes et xénophobes dont le seul but est le repli sur soi et la seule conséquence n'est et ne sera que la montée des xénophobies. C'est pour ces raisons que :

L'ASTIPA condamne ces expulsions massives qui restent intolérables et plus que contestables au regard du droit international.

L'ASTIPA apporte tout son soutien à ses expulsé-e-s, aux migrant-e-s présent-e-s sur le territoire guyanais et notamment aux ressortissant-e-s haïtien-ne-s qui semblent être la cible privilégiée de ces mesures.

L'ASTIPA invite les autorités surinamaises à refuser le rôle de garde frontière que veut lui assigner la France.

**Contact presse :
astipa973@gmail.com
06 94 20 56 03**